

**RAPPORTS DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES**

***RESIDENCE JEUNES ACACIAS
COLOMBIER***

31/12/2024

..*.*.*

SOMMAIRE

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

COMPTES ANNUELS

RAPPORT SPECIAL

RESIDENCE JEUNES ACACIAS COLOMBIER

Association

Siège social : 29 RUE DU COLOMBIER**45000 ORLEANS**

SIREN : 775 499 825

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**SUR LES COMPTES ANNUELS***Exercice clos au 31/12/2024*

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association RESIDENCE JEUNES ACACIAS COLOMBIER relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association RESIDENCE JEUNES ACACIAS COLOMBIER à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

AJS

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

L'association a constitué une provision pour couvrir les engagements relatifs aux départs à la retraite dont le montant s'élève à 167 489 € à la clôture de l'exercice. Les modalités de détermination de cette provision sont relatées dans la note relative aux engagements de retraite de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons été conduits à examiner le processus d'estimation et nous avons vérifié les données significatives utilisées ainsi que les calculs effectués afin de pouvoir corroborer le montant de la provision inscrite au passif du bilan à la clôture de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance associative relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association RESIDENCE JEUNES ACACIAS COLOMBIER à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association RESIDENCE JEUNES ACACIAS COLOMBIER ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

AuB

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à ORLEANS, le 11 Juin 2025

Le Commissaire aux comptes

ORCOM AUDIT


Anne-Laure BRUN
Associée

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	20 886	10 056	10 831	2 139
Immobilisations corporelles				
<i>Constructions</i>	2 615 947	1 958 514	657 434	710 724
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	1 208 887	1 059 772	149 115	172 471
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	559 439	453 386	106 053	97 543
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>	4 086		4 086	33 892
Immobilisations financières				
<i>Prêts</i>	13 028		13 028	13 028
<i>Autres immobilisations financières</i>	727		727	727
Total I	4 423 000	3 481 727	941 274	1 030 524
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
<i>Matières premières et autres approvisionnements</i>	7 240		7 240	7 210
<i>Avances et acomptes versés sur commandes</i>	44 667		44 667	
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	42 250		42 250	38 677
<i>Autres créances</i>	174 694		174 694	125 300
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>	1 220 913		1 220 913	1 206 584
<i>Disponibilités</i>	1 623 697		1 623 697	1 450 819
<i>Charges constatés d'avance</i>	10 684		10 684	11 466
Total II	3 124 144		3 124 144	2 840 056
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	7 547 145	3 481 727	4 065 418	3 870 581
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Au3

Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Première situation nette établie</i>	113 520	113 520
<i>Autres fonds propres</i>	95 412	95 412
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
<i>Réserves statutaires ou contractuelles</i>	902 504	902 504
<i>Réserves pour projets de l'entité</i>	954 225	954 225
<i>Autres réserves</i>	426 785	426 785
Report à nouveau	291 237	123 125
Excédent ou déficit de l'exercice	222 256	168 112
Situation nette (sous-total)	3 005 939	2 783 683
Subventions d'investissement	89 259	100 864
Total I	3 095 198	2 884 547
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
Provisions pour charges	167 489	190 468
Total III	167 489	190 468
DETTES		
Emprunts et dettes financières diverses	217 816	211 986
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	422	1 054
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	215 102	209 043
Dettes fiscales et sociales	269 858	273 694
Autres dettes	91 518	93 981
Produits constatés d'avance	8 015	5 806
Total IV	802 731	795 565
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	4 065 418	3 870 581
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	802 309	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

AuS

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)
PRODUITS D'EXPLOITATION					
Cotisations	8 284	0,30	7 124	0,27	1 160
Ventes de biens et de services	2 174 814		2 089 192		85 622
Ventes de biens					
Ventes de prestations services	2 174 814	79,57	2 089 192	78,31	85 622
Produits de tiers financeurs	550 105		571 888		-21 783
Concours publics et subventions d'exploitation	550 035	20,12	571 695	21,43	-21 660
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consom	67		193	0,01	-126
Ressources liées à la générosité du public	3				3
Contributions financières					
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de ch	88 207	3,23	54 844	2,06	33 363
Utilisation des fonds dédiés					
Autres produits	141 594	5,18	117 384	4,40	24 210
Total I	2 963 004	108,41	2 840 432	106,46	122 572
CHARGES D'EXPLOITATION					
Achats de marchandises					
Variations de stock					
Autres achats et charges externes	1 428 591	52,27	1 283 470	48,11	145 121
Aides financières					
Impôts, taxes et versements assimilés	89 103	3,26	84 831	3,18	4 271
Salaires et traitements	892 985	32,67	900 046	33,73	-7 061
Charges sociales	289 408	10,59	314 478	11,79	-25 070
Dotations aux amortissements et aux dépréciati	148 745	5,44	138 671	5,20	10 074
Dotations aux provisions			8 960	0,34	-8 960
Reports en fonds dédiés					
Autres charges	720	0,03	232	0,01	488
Total II	2 849 552	104,26	2 730 688	102,35	118 864
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	113 452	4,15	109 744	4,11	3 709
PRODUITS FINANCIERS					
De participation					
D'autres valeurs mobilières et créances de l'acti					
Autres intérêts et produits assimilés	34 557	1,26	26 716	1,00	7 842
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de					
Différences positives de change					
Produits nets / cessions de valeurs mob. de pla					
Total III	34 557	1,26	26 716	1,00	7 842
CHARGES FINANCIERES					
Dotations aux amort., aux dépréciations et provi					
Intérêts et charges assillilées	40		48		-8
Différences négatives de change					
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de pla					
Total IV	40		48		-8
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	34 517	1,26	26 668	1,00	7 849
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II)	147 970	5,41	136 412	5,11	11 558
PRODUITS EXCEPTIONNELS					
Sur opérations de gestion	75 390	2,76	31 426	1,18	43 964
Sur opérations en capital					
Reprises provisions, dép., et transferts de charg	11 605	0,42	11 605	0,43	
Total V	86 995	3,18	43 031	1,61	43 964

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)
CHARGES EXCEPTIONNELLES					
Sur opérations de gestion	4 415	0,16	11 331	0,42	-6 916
Sur opérations en capital					
Dot. amortissements, aux dépréciations et provi					
Total VI	4 415	0,16	11 331	0,42	-6 916
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	82 580	3,02	31 700	1,19	50 880
Participation des salariés aux résultats (VII)					
Impôts sur les bénéfices (VIII)	8 294	0,30			8 294
Total des produits (I + III + V)	3 084 556	112,86	2 910 179	109,08	174 378
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VI	2 862 301	104,73	2 742 067	102,78	120 234
EXCEDENT OU DEFICIT	222 256	8,13	168 112	6,30	54 144
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA					
Dons en nature					
Prestations en nature					
Bénévolat					
TOTAL					
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLO					
Secours en nature					
Mise à disposition gratuite					
Prestations en nature					
Personnel bénévole					
TOTAL					

AUB

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : RESIDENCES JEUNES ACACIAS-COLOMBIER

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 4 065 418 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 222 256 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 07/03/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association loi 1901 Résidences Jeunes Acacias Colombier a pour objet :

- de favoriser l'insertion sociale, culturelle et professionnelle des jeunes par l'habitat,
- de mettre à la disposition de tous ses membres les services liés à l'hébergement, à la restauration et aux activités socio-éducatives,
- de mettre en oeuvre toute action de nature à faciliter l'accès des jeunes à un logement autonome,
- de participer à toute instance relative au logement et à l'insertion des jeunes

Ces objets concourent tous à la même finalité: accompagner les transitions de la jeunesse à l'âge adulte en favorisant l'autonomie. Elle cible donc un public spécifique de par son âge et qui se caractérise de fait par sa mobilité : géographique, professionnelle et sociale. Le principe de mixité sociale est la composante essentielle de sa politique d'accueil.

L'association se donne comme missions :

- D'offrir une gamme de logements de qualité au plus près des bassins d'emploi
- De permettre aux jeunes accueillis d'être soutenus dans le cadre de leur première autonomie
- De favoriser le vivre ensemble
- De contribuer à l'accompagnement de jeunes en situation fragile et vulnérable
- De participer aux politiques publiques

Pour ce faire elle se dote de moyens et de leviers d'action :

- Des moyens humains : bénévoles, salariés et partenaires impliqués dans le projet
- De moyens financiers attachés à un modèle économique innovant qui mêle ressources autoproduites et financements publics
- De moyens matériels : patrimoine immobilier propre ou sous gestion

Ainsi elle gère 327 logements conventionnés en résidence sociale et d'autres logements en diffus et propose les services suivants :

- la production et distribution de repas dans deux restaurants associatifs
- un accueil du public avec des services administratifs et des services socio-éducatifs proposant un appui individualisé
- des accueils de nuit avec présence adulte assurée par des agents d'accueil et de sécurité
- des espaces de socialisation comme la cafétéria, des salles de réunion et d'activité animés par du personnel qualifié

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 5 à 10 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 à 5 ans
- * Mobilier : 2 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

AuB

Règles et méthodes comptables

- Taux d'actualisation : 3,38%
- Taux de croissance des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 0 %
- Table de taux de mortalité : TH 00-02 pour les hommes et TF 00-02 pour les femmes

AUS

Notes sur le bilan

Actif immobilisé**Tableau des immobilisations**

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	15 836	9 643	4 593	20 886
Immobilisations incorporelles	15 836	9 643	4 593	20 886
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	2 223 440			2 223 440
- Constructions sur sol d'autrui	45 735			45 735
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	315 232	40 225	8 685	346 773
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 207 191	8 795	7 099	1 208 887
- Installations générales, agencements aménagements divers	373 280	7 945		381 225
- Matériel de transport	60 036	20 108	12 506	67 638
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	112 883	2 584	4 891	110 576
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	33 892			4 086
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	4 371 689	79 657	33 181	4 388 359
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	13 755			13 755
Immobilisations financières	13 755			13 755
ACTIF IMMOBILISE	4 401 280	89 300	37 774	4 423 000

AuB

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	9 643	79 657		89 300
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	9 643	79 657		89 300
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions	4 593	33 181		37 774
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice	4 593	33 181		37 774

AuB

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	13 697	952	4 593	10 056
Immobilisations incorporelles	13 697	952	4 593	10 056
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	1 568 701	82 777		1 651 478
- Constructions sur sol d'autrui	36 820	1 429		38 250
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	268 162	9 308	8 685	268 786
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 034 720	32 150	7 099	1 059 772
- Installations générales, agencements aménagements divers	311 579	7 768		319 347
- Matériel de transport	40 926	7 955	12 506	36 375
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	96 151	6 405	4 891	97 664
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	3 357 059	147 793	33 181	3 471 671
ACTIF IMMOBILISE	3 370 755	148 745	37 774	3 481 727

A/S

Notes sur le bilan

Actif circulant**Etat des créances**

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 241 383 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	13 028		13 028
Autres	727		727
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	42 250	42 250	
Autres	174 694	174 694	
Charges constatées d'avance	10 684	10 684	
Total	241 383	227 628	13 755
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Fournisseurs - rrr a obtenir	38 915
Banque - Intérêts Courus Recevoir	11 668
Total	50 583

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	208 932				208 932
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	2 283 514	168 112		168 112	2 283 514
Report à Nouveau	123 125		168 112		291 237
Excédent ou déficit de l'exercice	168 112	-168 112	222 256		222 256
Situation nette	2 783 683		390 368	168 112	3 005 939
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	100 864			11 605	89 259
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	2 884 547		390 368	179 717	3 095 198

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	190 468				167 489
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	190 468				167 489
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation			22 979		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes***Etat des dettes***

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 802 309 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	217 816	217 816		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	215 102	215 102		
Dettes fiscales et sociales	269 858	269 858		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	91 518	91 518		
Produits constatés d'avance	8 015	8 015		
Total	802 309	802 309		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	-5 829			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	71 604
Dettes provis. pr congés payer	79 156
Prov CP Maladie	13 325
Personnel - autres charges à payer	14 602
Charges sociales s/congés à payer	26 005
Prov ch sur CP Maladie	4 531
Charges sociales - charges à payer	4 583
Charges fiscales s/congés à payer	7 901
Total	221 707

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation**Charges constatées d'avance**

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	10 684		
Total	10 684		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	8 015		
Total	8 015		

AUS

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 7 941 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

AUS

Autres informations

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 167 489 euros

Les obligations liées aux indemnités légales ou conventionnelles de départ à la retraite ont été évaluées à la date du 31 décembre 2024.

Ces indemnités font l'objet d'une comptabilisation en provisions pour risques et charges.

Le montant provisionné 167 489 euros est déterminé à la clôture de l'exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel, de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite. Le calcul repose sur la méthode des unités de crédit projetées avec prorata des droits à terme, cette méthode actuarielle intègre des hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ et de rentabilité des placements à long terme à la date de clôture.

Aut

RESIDENCE JEUNES ACACIAS COLOMBIER

Association

Siège social : 29 RUE DU COLOMBIER**45000 ORLEANS**

SIREN : 775 499 825

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES****REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION****DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2024**

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées visées à l'article R.612-5 du code de commerce.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

AUB

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé avec des entités ayant des représentants communs

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article R. 612-5 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'organe délibérant dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à ORLEANS, le 11 Juin 2025

Le Commissaire aux comptes

ORCOM AUDIT


Anne Laure BRUN
Associée